

LE RÉSEAU 5G EN EUROPE À L'HEURE DU CORONAVIRUS

Par Jens Zimmermann
Avril 2020

FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG

Alors que sévit la pandémie du coronavirus, le débat portant sur le déploiement du réseau de télécommunications de dernière génération, le réseau 5G, a été mis entre parenthèses. Pandémie et nouveau standard de télécommunications ont pourtant bien plus à voir ensemble qu'il n'y pourrait paraître au premier abord. Terme en vogue, la 5G désigne un standard de téléphonie mobile et de connexions internet mobiles, le niveau supérieur par rapport à notre actuel réseau 4G. Le standard 5G se distingue des précédents standards principalement par ses performances, préalable à l'économie du futur, et en particulier à l'imbrication technique des processus de fabrication, des chaînes de distribution et des échanges d'informations entre machines elles-mêmes.

Si la crise du coronavirus occupe en ce moment le devant de la scène, il n'en reste pas moins que les problématiques soulevées par ce contexte de pandémie sont indissociables des problématiques relatives au développement du réseau 5G, à commencer par la délimitation des libertés et des droits fondamentaux essentiels à nos sociétés. A cet égard, la réponse apportée par la Chine est différente de la réponse fournie par les pays européens. Ainsi, la réponse chinoise reflète les intérêts et les valeurs de la Chine : l'abandon inconditionnel de toute sphère privée, le contrôle absolu de l'Etat sur les technologies, de nouveaux moyens au service d'une surveillance totalitaire de la population. Autant de dérives incompatibles en somme avec nos valeurs européennes qu'incarnent l'attachement à la démocratie libérale et la défense des droits de l'homme.

Le réseau 5G constituera la principale infrastructure de tous les secteurs économiques du futur. L'une de nos priorités les plus absolues doit être la sécurité du système. Dans le même temps, le « risque zéro » en matière de sécurité des systèmes technologiques n'existe pas : le progrès technologique va trop vite tandis que les relations entre centre et périphérie du réseau sont trop étroitement enchevêtrées pour assurer une sécurité infaillible. Les mesures de sécurité les plus drastiques ne sauraient prévenir entièrement l'exploitation des failles du système à des fins d'espionnage ou de sabotage. Dès lors que la sécurité du système technologique ne peut précisément pas

être garantie à 100 %, la question de la confiance accordée aux fournisseurs d'équipements technologiques supposés intègres, ainsi qu'au système juridique du pays qui héberge ces fournisseurs, se pose avec d'autant plus d'acuité. Quand bien même pourrions-nous nous fier aux entreprises chinoises, qui pourrait garantir que celles-ci ne sont pas contraintes, dans le cadre d'un régime autoritaire, de collaborer avec les services de renseignement ou avec l'armée ?

Ce faisant, le débat autour de la 5G a également eu des répercussions sur les relations transatlantiques. Divers médias s'en sont déjà fait l'écho : l'année dernière, un porte-parole de l'ambassade américaine à Berlin prévenait que la coopération et l'échange d'informations entre services de renseignement allemands et américains seraient menacés si l'Allemagne avait recours à des partenaires « suspects » pour le déploiement d'un réseau 5G. Les Etats-Unis ont quant à eux d'ores et déjà exclu tout recours au secteur chinois des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Parallèlement, la Chine mettait en garde l'Allemagne en faisant savoir qu'un boycott des entreprises chinoises ne resterait pas sans conséquences, alors que le volume des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Chine avoisine la bagatelle de 200 milliards d'euros. Les véritables intérêts européens semblent parfois passer à la trappe au regard d'autres enjeux tels que le sommet Union européenne-Chine prévu de longue date pendant la présidence allemande du Conseil de l'UE au second semestre 2020, la dépendance de notre marché import-export vis-à-vis de l'économie chinoise et le positionnement de l'UE au sein du rapport de forces des grandes puissances mondiales.

La Grande-Bretagne, quant à elle, a opté pour une solution de compromis : le cœur du réseau 5G ne devra pas être déployé au moyen d'équipements techniques d'origine chinoise, lesquels pourront en revanche être utilisés pour la périphérie du réseau. Au total, les équipements chinois ne devront pas excéder 35 % de l'ensemble des infrastructures du réseau, décision fraîchement accueillie par les Etats-Unis. Une autre solution consisterait à miser sur une offre européenne comme

celle des sociétés Nokia et Ericsson. Ce serait la plus européenne des solutions.

Cependant, les opérateurs de téléphonie mobile européens eux-mêmes, tels que Vodafone ou Deutsche Telekom, plaident la cause des fabricants chinois à Bruxelles et à Berlin, avançant l'argument des coûts: les technologies que fournissent les fabricants européens sont proposées à un prix bradé par les entreprises chinoises. L'offre chinoise irait donc dans le sens des affaires et des intérêts économiques européens. Mais c'est occulter le fait que ces prix défiants toute concurrence sont tributaires de subventions de l'Etat accordées aux fabricants chinois. Le déploiement d'infrastructures numériques européennes via des équipements techniques chinois ne sert donc, en définitive, que les seuls intérêts de la Chine. Que soit ici rappelé à titre d'exemple l'épisode de la « fièvre » photovoltaïque, qui a vu des fabricants chinois prendre d'assaut en un rien de temps le marché des panneaux solaires grâce à des prix de vente imbattables. Résultat: il n'existe aujourd'hui plus aucun fabricant européen compétitif dans le domaine du photovoltaïque.

Si nous ne misons pas dès maintenant sur un secteur *euro-péen* des NTIC, la question du recours à des fabricants américains, chinois ou européens sera devenue obsolète dans dix ans. Et pour cause: les fabricants européens de NTIC auront disparu et avec eux toute influence européenne sur les futures normes technologiques. Quelle place voulons-nous avoir dans dix ans? Cette décision exige des Européens une prudente réflexion.

A cet égard, un impératif ne doit pas être perdu de vue: l'Allemagne doit jouer un rôle précurseur en Europe dans le déploiement du réseau 5G. Une décision allemande pourrait entraîner derrière elle l'Europe entière, comme l'histoire récente l'a déjà prouvé. Une décision prise par le pays le plus peuplé de l'Union pèserait suffisamment pour déterminer la manière dont notre infrastructure numérique sera construite à l'échelle européenne. Agissons donc pour que l'infrastructure la plus déterminante pour notre avenir repose sur une technologie fiable.

Les évolutions récentes de la crise sanitaire provoquée par le coronavirus soulignent à nouveau la nécessité d'un débat sur les capacités de l'UE à faire face à une situation de crise. Le maintien et le développement continu de compétences technologiques, de ressources en ingénieurs qualifiés ainsi que de zones de production dans les frontières de l'UE sont à cet égard autant de facteurs décisifs susceptibles de nous éviter une situation de dépendance subie en période de crise, situation par défaut dont la dépendance de l'UE en matière d'antibiotiques et autres médicaments vis-à-vis de l'Inde et de la Chine donne actuellement l'illustration.

L'Europe est invitée à renforcer sa cohésion intérieure par une plus grande capacité de résilience vis-à-vis de l'extérieur. Le principe de la libre concurrence dans le marché unique ne doit pas échapper au débat. S'il était alors compréhensible du point de vue de la libre concurrence au sein du marché unique d'interdire la fusion des sociétés Alstom et Siemens dans le domaine des trains à grande vitesse (TGV et ICE), il n'en reste pas moins que l'Europe a laissé passer l'opportunité de disposer d'un « champion » européen – comparable au géant Airbus dans la filière aéronautique – capable de tenir tête au leader chinois du marché ferroviaire. Les mesures protectionnistes ne seront certes pas d'une grande aide mais nous devons porter un regard critique sur la croyance néolibérale éculée dans les vertus du marché et de définir des intérêts européens supérieurs à la seule idéologie de marché. Cette stratégie, des acteurs majeurs de la mondialisation, bien conscients de leur force, tels que les Etats-Unis ou la Chine, l'ont adoptée depuis déjà longtemps.

L'article a été publié en mars 2020 dans le IPG-Journal sous le titre

«**Corona in 5G. Europa muss Abhängigkeiten in sensiblen Produktionsbereichen vermeiden, das lehrt die aktuelle Krise. Wir brauchen einen europäischen 5G-Standard**».

L'AUTEUR

Jens Zimmermann est député au Bundestag et porte-parole pour le numérique du groupe parlementaire du SPD.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

www.fesparis.org

fes@fesparis.org

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>:

Boitani, Andrea; Tamborini, Roberto
Eurobonds et citoyenneté européenne

Balzer, Anne
L'Allemagne et la dissuasion nucléaire
L'effet boomerang des armes nucléaires

Schmid, Nils
L'alliance pour le multilatéralisme
Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial ?

Köpping, Petra
Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité ?

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon
Cavalier seul ou allié ?
Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher
Le plafonnement des loyers
Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Hennicke, Martin; Tiemann, Heinrich
Une Allemagne inégalitaire
Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Gatz, Christopher
Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral
Changement climatique, énergie et environnement